



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

MÉRIGNAC ASSOCIATION SERVICES

41 rue Paul Dukas Bat A
33700 MÉRIGNAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Dossier suivi par M. Nicolas MALAUZAT et Mme Valérie GELINAUD
Commissaires aux Comptes

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

MERIGNAC ASSOCIATION SERVICES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'attention de l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes notamment attachés à vérifier les modalités de comptabilisation et les conditions d'étalement des subventions d'investissement. L'Annexe des comptes annuels fournit les informations nécessaires à la compréhension de ce poste.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

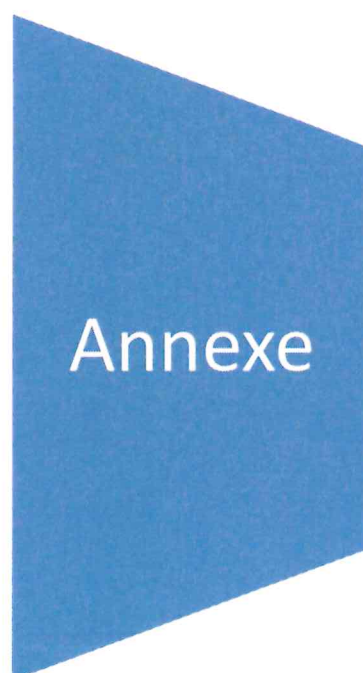
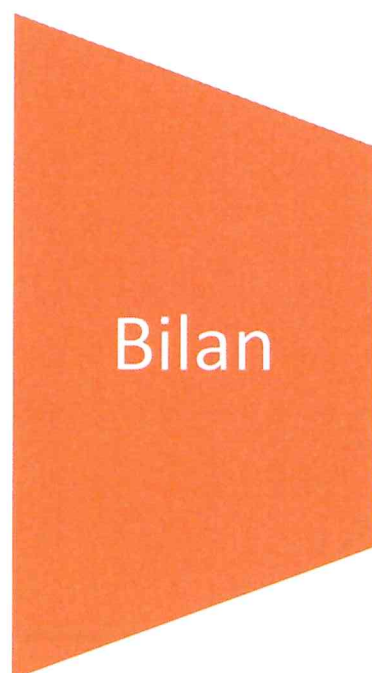
Fait à Bruges, le 26 mai 2025.
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Valérie GELINAUD
Commissaire aux Comptes



Nicolas MALAUZAT
Commissaire aux Comptes associé



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 183,20	5 975,18	1 208,02	2 194,02
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	414 540,00	799,70	413 740,30	400 000,00
	Constructions	1 031 316,74	69 796,84	961 519,90	994 179,89
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	139 476,49	77 308,54	62 167,95	66 481,42
	Autres immobilisations corporelles	269 369,65	189 640,32	79 729,33	54 560,51
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 417,39		5 417,39	4 537,50
TOTAL (I)		1 867 303,47	343 520,58	1 523 782,89	1 521 953,34
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	403 505,38	342,66	403 162,72	397 319,16
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	76 127,23		76 127,23	324 260,89
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	36 160,00		36 160,00	35 082,00
	DISPONIBILITES	1 134 033,44		1 134 033,44	764 247,79
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	8 998,33		8 998,33	9 426,96
	TOTAL (II)	1 658 824,38	342,66	1 658 481,72	1 530 336,80
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		3 526 127,85	343 863,24	3 182 264,61	3 052 290,14
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				5 417,39	4 537,50
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 020 349,47	944 484,07
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	601 009,30	525 144,80
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	249 676,35	151 729,90
	Total des fonds propres (situation nette)	1 871 035,12	1 621 358,77
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	186 673,68	198 278,73
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	186 673,68	198 278,73
	Total des fonds propres	2 057 708,80	1 819 637,50
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		3 754,00
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	1 343,16	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	1 343,16	3 754,00
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	52 465,00	65 726,00
	Total des provisions	52 465,00	65 726,00
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	799 386,04	857 219,42
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 118,29	32 872,90
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	226 794,42	220 968,10
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 124,76	39 962,21
	Autres dettes	324,14	12 150,01
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	1 070 747,65	1 163 172,64
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		3 182 264,61	3 052 290,14
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		249 676,35	151 729,90
(1) Dont à moins d'un an		329 842,63	364 116,10
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	4 540,00	4 222,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 041 097,18	1 812 832,17
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	411 896,79	388 039,94
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	774,00	130,00
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 343,16	11 862,00
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	34 106,91	23 630,59
	Utilisations des fonds dédiés	3 754,00	5 675,05
	Autres produits	9 286,13	11 632,77
Total des produits d'exploitation		2 506 798,17	2 258 024,52
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	261 848,92	250 887,85
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	93 642,29	85 298,33
	Salaires et traitements	1 517 263,06	1 404 681,61
	Charges sociales	309 217,84	308 940,04
	Dotation aux amortissements et dépréciations	99 717,72	78 462,89
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	1 343,16	
	Autres charges	4 386,71	8 658,70
Total des charges d'exploitation		2 287 419,70	2 136 929,42
RES ULTAT D'EXPLOITATION		219 378,47	121 095,10

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		219 378,47	121 095,10
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	1 078,74	
	Autres intérêts et produits assimilés	14 755,02	5 068,15
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 833,76	5 068,15
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	4 875,50	5 264,39
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		4 875,50	5 264,39
RESULTAT FINANCIER		10 958,26	(196,24)
RESULTAT COURANT avant impôts		230 336,73	120 898,86
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 658,09	25 412,86
	Sur opérations en capital	12 602,92	9 953,76
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	29 261,01	35 366,62
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	4 104,84	1 627,60
	Sur opérations en capital	2 003,58	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	109,97	1 761,98
	Total des charges exceptionnelles	6 218,39	3 389,58
RESULTAT EXCEPTIONNEL		23 042,62	31 977,04
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 703,00	1 146,00
TOTAL DES PRODUITS		2 551 892,94	2 298 459,29
TOTAL DES CHARGES		2 302 216,59	2 146 729,39
EXCEDENT ou DEFICIT		249 676,35	151 729,90
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		7 021,00	3 007,00
TOTAL		7 021,00	3 007,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		7 021,00	3 007,00
TOTAL		7 021,00	3 007,00

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'association ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en France. Les comptes annuels sont ainsi établis à compter du 01 janvier 2021 en conformité avec :

- les principes comptables généraux du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014,
- ainsi qu'avec les dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ainsi qu'avec les différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

L'Association a, dans le cadre de son projet associatif, pour objet de contribuer et de faciliter l'insertion et la réinsertion socioprofessionnelle des personnes privées d'emploi.

Afin de réaliser son objet, l'Association se propose de recourir aux moyens suivants :

- a) créer, gérer, exploiter un ou plusieurs services ou établissements d'insertion au titre de l'insertion par l'activité économique, selon les modalités de la législation en vigueur,
- b) gérer, exploiter, créer des services, des missions ou des établissements dans tous les domaines sociaux et économiques ainsi que la participation, la coopération sous toutes ses formes à des personnes morales présentant un objet similaire ou complémentaire au sien,
- c) la représentation et la participation à toutes instances nationales, régionales et départementales entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation,
- d) gérer, créer des projets dans le domaine de la formation des personnes demandeurs d'emploi, des permanents et des administrateurs en lien avec son objet,
- e) la vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement (comptes 13x)

Les subventions d'investissements sont inscrites au passif au fur et à mesure de leur encaissement sans tenir compte du solde à percevoir en vertu du principe de prudence (comptes 131x).

Sur le même principe, tant que le solde d'une subvention n'est pas perçu, la reprise de la quote-part au résultat équivalente n'est pas comptabilisée.

Dès la perception du solde, les quotes-parts ramenées au résultat sont reprises au résultat (compte 777).

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Etat exprimé en euros

Contributions volontaires :

La comptabilisation des contributions volontaires, disposition du règlement ANC 2018-06, a été établie en valorisant les heures de bénévolat sur la base d'un SMIC et d'un taux de charges patronales moyen de 50%. Ces heures s'élèvent à 394 heures pour 2024.

Les contributions volontaires représentent 7 021€ (en N-1 : 3 007 €).

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	7 183,20					7 183,20
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 183,20					7 183,20
CORPORELLES	Terrains	400 000,00		14 540,00			414 540,00
	Constructions sur sol propre	1 031 316,74					1 031 316,74
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	112 725,17		31 503,79		4 752,47	139 476,49
	Instal., agencement, aménagement divers	2 974,18		14 005,99			16 980,17
	Matériel de transport	191 353,85		29 666,66			221 020,51
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	21 020,94		12 721,83		2 373,80	31 368,97
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 759 390,88		102 438,27		7 126,27	1 854 702,88	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 537,50		1 341,41		461,52	5 417,39
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 537,50		1 341,41		461,52	5 417,39
TOTAL		1 771 111,58		103 779,68		7 587,79	1 867 303,47

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 989,18	986,00		5 975,18
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 989,18	986,00		5 975,18
CORPORELLES	Terrains		799,70		799,70
	Constructions sur sol propre	37 136,85	32 659,99		69 796,84
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	46 243,75	33 813,68	2 748,89	77 308,54
	Autres instal., agencement, aménagement divers	209,84	3 372,38		3 582,22
	Matériel de transport	147 171,91	23 683,90		170 855,81
	Matériel de bureau, mobilier	13 406,71	4 169,38	2 373,80	15 202,29
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	244 169,06	98 499,03	5 122,69	337 545,40
TOTAL		249 158,24	99 485,03	5 122,69	343 520,58

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	65 726,00		13 261,00	52 465,00
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	65 726,00		13 261,00	52 465,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers		342,66		342,66
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION		342,66		342,66
TOTAL GENERAL		65 726,00	342,66	13 261,00	52 807,66
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			342,66	13 261,00	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 417,39	5 417,39	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	342,66	342,66	
	Autres créances clients, usagers	403 162,72	403 162,72	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 935,71	11 935,71	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	34 254,79	34 254,79	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	29 936,73	29 936,73	
	Charges constatées d'avance	8 998,33	8 998,33	
TOTAL DES CREANCES		494 048,33	494 048,33	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	799 386,04	58 481,02	236 066,77	504 838,25
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	29 118,29	29 118,29		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	111 840,32	111 840,32		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	101 038,64	101 038,64		
	Impôts sur les bénéfices	5 441,00	5 441,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 474,46	8 474,46		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 124,76	15 124,76		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	324,14	324,14		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		1 070 747,65	329 842,63	236 066,77	504 838,25
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		57 809,54			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2024
Emprunt CE	Privilege du prêteur de deniers	Caisse d'Epargne	550 000,00	779 056,54
Emprunt CE	Caut ion société de caution (convention)	Cic Europ.Garanties Cautions	155 336,59	
		TOTAL	705 336,59	779 056,54

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	944 484,07	75 865,40			1 020 349,47
Autres réserves					
Report à nouveau	525 144,80	75 864,50			601 009,30
Excédent ou déficit de l'exercice	151 729,90	(151 729,90)	249 676,35		249 676,35
Situation nette	1 621 358,77		249 676,35		1 871 035,12
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	198 278,73			11 605,05	186 673,68
Provisions réglementées					
TOTAL	1 819 637,50		249 676,35	11 605,05	2 057 708,80

Subventions d'investissement :

MAS, en raison de son activité d'insertion par l'activité économique (AI et ACI) bénéficie de subventions d'investissement en fonction de ses besoins.

Deux financeurs sont mobilisés à ce titre : l'État par l'intermédiaire des Fonds Départementaux de l'Insertion et la Région Nouvelle-Aquitaine (dont co-financement FEDER).

La ventilation de ces subventions entre financeurs au 31/12/N est la suivante :

- État-FDI : 10 000 €
- Région NA : 42 820 €
- Région NA/FEDER : 200 000 €

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		158 259
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INTERETS COURUS EMPRUNT</i>	330	330
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FRS - FACT. NON PARVENUES</i>	7 013	7 013
Dettes fiscales et sociales <i>DETTE PROVIS. /CONGÉS À PAYER</i> <i>PERSONNEL - REMUNERATIONS À PAYER</i> <i>CH. SOCIALES S/CONGÉS À PAYER</i> <i>CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER</i> <i>ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER</i>	63 995 47 845 25 435 6 030 7 611	150 916

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		64 587
Autres créances		64 587
ORG.SOCIAUX - PRODUITS À RECEVOIR	763	
SUBVENTIONS À RECEVOIR AI	7 800	
DREETS AIDES AUX POSTES AI	2 878	
SUBV. EQUIPEMENT A RECEVOIR	1 343	
SUBVENTIONS À RECEVOIR ACI	7 410	
DREETS AIDES AUX POSTES ACI	14 823	
DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR	29 570	

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des produits exceptionnels		29 261,01
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS EXCEPT. S/OPÉR. GESTION</i> <i>PRODUITS DES EXERCICES ANTÉRIEURS</i>	657,66 16 000,43	16 658,09
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>CESSIONS IMMOB. CORP.</i> <i>QUOTE-PART SUBV. S/REST</i>	3 000,00 9 602,92	12 602,92
Total des charges exceptionnelles		6 218,39
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>CHARGES EXCEPTION. S/OPÉRAT. GESTION</i> <i>CHARGES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS</i>	2 506,21 1 598,63	4 104,84
Charges exceptionnelles sur opération en capital <i>VNC IMMOB. CORP.</i>	2 003,58	2 003,58
Dotations excep. aux amortissements et aux provisions <i>DOT. AMORT. EXCE S/IMMOB. CORP.</i>	109,97	109,97
Résultat exceptionnel		23 042,62

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION HBGT-PUBL°-ABTS-LOC°-EDF...		8 998,33	8 998,33
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			8 998,33

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros	SAGEC-ACTHEOS							
	31/12/2024	31/12/2023	%	%	31/12/2024	31/12/2023	%	%
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	8 580,00	6 672,00	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	8 580,00	6 672,00	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	8 580,00	6 672,00	100,00	100,00				

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants (art. 20 - Loi 2006-586 du 23/05/06) :

Les trois plus hauts cadres dirigeants (Président, vice-président et trésorier) ne sont pas rémunérés.

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1,00
	Professions intermédiaires		
	Employés		11,07
	Ouvriers		47,53
	TOTAL		59,60

L'effectif moyen des cadres et employés (dits "Permanents") est basé sur les heures payées moyennes N (base temps plein 1 820.04 heures).

L'effectif moyen des salariés en insertion de l'ACI (CDD d'Insertion) est basé sur les heures payées moyennes N des CDDI (base temps plein 1 820.04 heures), il représente 11.27 ETP.

L'effectif moyen des salariés en insertion de l'AI (CDD d'Usage) est basé sur les heures payées moyennes N des CDDU (base 1 607 heures/an), il représente 35.51 ETP.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE	72 465,00	
	72 465,00	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	72 465,00	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre N, les engagements de l'association en matière d'indemnité de fin de carrière ont été évalués en retenant les paramètres de calcul suivants : départ volontaire par défaut fixé à 65 ans, application d'un taux de charges patronales moyen de 49%, indemnité conventionnelle (SNAECOS) lissée en fonction de l'ancienneté du salarié fin N / ancienneté totale au moment du départ.
Le montant des engagements positionnés ci-dessus ont été déduits du versement de 20 000 € sur le contrat d'assurance IFC (Harmonie Mutuelle).

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat Personnel bénévole	7 021,00	3 007,00
	7 021,00	3 007,00
Total	7 021,00	3 007,00
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole Personnel bénévole	7 021,00	3 007,00
	7 021,00	3 007,00
Total	7 021,00	3 007,00